

La Chine : Fabrique à citoyens modèles ?

Leyla Benkais, Mélissa Bovet, Thania Tornay, Pauline Rossel

Étudiantes en ingénierie des médias, 1^{ère} année, HEIG-VD

Les technologies s’immiscent au quotidien dans nos vies, jusqu’à percer notre intimité. Avec la multiplication des dispositifs de surveillance, le passage à un système de contrôle social devient envisageable. Après une phase d’expérimentation, le gouvernement chinois annonce la généralisation de son Système de Crédit Social (SCS) qui vise à classer les individus selon leur comportement. À travers le prisme occidental, la mise en place d’un tel système au service du totalitarisme et de la cybergouvernance peut sembler extrême et susciter incompréhension et crainte. De là, l’expansion du modèle social chinois questionne, va-t-il s’étendre au-delà de ces frontières ?

I. CONTEXTE

LE Parti Communiste Chinois (PCC), fondé secrètement en 1921, se base sur des valeurs historiques et traditionnelles dans un souci de défense de la sécurité nationale et de l’indépendance du pays. Par la suite, une guerre civile éclatante entre communistes et nationalistes a mené le pays à un régime populaire, en 1949, avec le parti à la tête de l’État.

Actuellement, le système social est très controversé. À travers un pays souhaitant contrôler au maximum la population, il est difficile de savoir si les opinions exprimées sont vraies ou biaisées par le PCC. En effet, la problématique de la censure des médias est plus que présente dans le pays. Rien n’échappe au gouvernement chinois et celui-ci ferait tout ce qu’il lui est possible afin d’arriver à ses fins, notamment grâce à ses avancées technologiques. Les systèmes de surveillance utilisent les dernières technologies notamment dans les domaines de l’AI et de la 5G [1].

II. CRÉDIT SOCIAL

Déjà à l’époque de la présidence sous l’égide de Mao Zedong, la surveillance du peuple voit le jour avec divers mouvements de réforme [2] visant notamment une protection de la république de Chine par un combat contre la corruption, l’évasion fiscale, ainsi que la fraude liée aux marchés publics.

Aujourd’hui - avec l’accession au pouvoir de Xi-Jinping en 2012 - c’est dans une approche différente liée notamment aux avancements technologiques, qu’est transmis au grand jour un projet d’une étonnante similitude : la mise en place d’un système de crédit social.

En effet, c’est le 14 juin 2014 que le premier article [3] à dimension de diffusion publique concernant la mise en place d’un tel système voit le jour. Celui-ci détaille le plan d’application du SCS - transmis par le Conseil des affaires de l’État de la république populaire de Chine - qui s’étend jusqu’en 2020. Le but consiste à collecter - par le biais du Big Data - des données sur les actions des individus et des entreprises, pour aboutir à un système de notation basé sur les actions sociales,

les comportements et le respect des consignes étatiques.

Une phase test du projet débute en 2018 dans les transports en commun. Puis, c’est dans des villes entières que la mise en place de dispositifs de surveillance et cybersurveillance se voient installés. Le recueil des données est effectué entre autres par les banques, les sociétés privées et diverses autorités.

Concrètement, chaque citoyen-ne se voit recevoir un nombre de points qui varie ensuite en fonction de ses actions [4]. Une bagarre, un chien sans laisse, traverser au feu rouge, sont autant de comportements qui feront perdre des points à leurs auteurs. Des différences de traitement et de règles sont observés en fonction des régions mais le fil conducteur reste lui similaire : inculquer les bonnes pratiques et valeurs en offrant des points lors du respect de celles-ci et destituer les citoyens qui ne les respectent pas en leur ôtant des points - les menant parfois à être réduit à néant aux yeux du gouvernement.

En effet, tandis qu’un score élevé favorise la réussite financière, matérielle et sociale, les sanctions peuvent être extrêmement problématiques pour les citoyens dont le score est si bas qu’ils se retrouveront sur “liste noire”. Les conséquences passent par l’humiliation publique [Fig. 1] et de nombreux droits leurs seront ôtés comme l’accès aux transports en commun ou encore la possibilité de signer un contrat quel qu’il soit.

III. GÉNÉRALISATION DU CRÉDIT SOCIAL ET DE LA CYBERSURVEILLANCE

La méfiance est au cœur des relations sociales en Chine eu égard au nombre croissant de cas d’escroqueries et de fraudes. Lorsqu’il est proposé, les chinois perçoivent alors le SCS comme un projet visant à renforcer la moralité publique en luttant contre la fraude et le crime, combattant ce qui est actuellement considéré comme une crise de confiance à l’échelle nationale [5][6].

Contrairement à l’accueil extrêmement négatif par les médias occidentaux, certains chinois ont exprimé une opinion positive. Depuis l’expérimentation du système, les incivilités seraient effectivement réduites [7] et certains citoyens se prennent au jeu en exhibant fièrement leur score social sur les réseaux sociaux ou n’hésitant pas à dénoncer leurs semblables [8][9].

La population internationale ne peut nier que diverses données personnelles peuvent être récoltées et exploitées à son insu notamment depuis les révélations d’Edward Snowden en 2013. Cependant, les technologies de cybersurveillance sont librement exploitées par de nombreux organismes ou sociétés privées pour lesquels les données sont généralement récoltées à des fins commerciales. Par exemple, les données relatives aux déplacements et aux conversations privées permettent de cibler

la publicité selon les goûts du consommateur [10]. Le domaine de la santé ne fait pas exception avec le fichage des patients-clients grâce au dossier médical numérique partagé (DMP) [11]. Dans ce portrait capitaliste, le crédit social trouve aussi sa place. Les occidentaux se notent mutuellement sur les sites de vente et autres services en ligne permettant d'évaluer un chauffeur, un livreur, un hôte, etc. La différence avec la Chine est qu'il s'agit de systèmes internes sur lesquels le gouvernement n'intervient pas.

Le gouvernement chinois censure le web et installe des dispositifs de cybersurveillance à travers tout le pays dans un but d'ordre social et politique. Le système est imposé par la force mais en accord avec le mode de pensée traditionnel. Les occidentaux accueillent la technologie chez eux et consentent individuellement, consciemment ou non, à divulguer des données personnelles qui sont ensuite potentiellement exploitées pour contrôler et influencer leur comportement.

Les technologies de cybersurveillance ne sont pas exclusives à la Chine. L'utilisation qui en est faite témoigne du système économique, social et politique des pays concernés. Elle peut passer par une intrusion dans la sphère privée et une récolte des données personnelles de manière plus ou moins consentie.

IV. COVID-19

Le coronavirus COVID-19 a pris place en Chine en novembre 2019. Ce virus, qui chamboule le monde entier à l'heure où ces lignes sont écrites, est un bon moyen de comparaison entre le système mis en place en Chine et le système occidental actuel lorsqu'une crise d'une telle envergure prend place.

Au début de la pandémie, la Chine a été vivement critiquée par les autres pays et par son propre peuple pour avoir négligé et caché les premiers cas de coronavirus. Effectivement, certains médecins ont donné l'alerte et ont été rapidement censurés et punis par le gouvernement. Les chinois ont osé exprimer leur mécontentement, ce qui est un acte fort et rare dans le pays, dû aux raisons évoquées dans les paragraphes précédents [12]. Il est possible, dans ce temps de crise, de constater les côtés néfastes de ce régime totalitaire. Cependant, le fait que le virus ait pris place dans ce pays a certains points positifs liés à la mise en place rapide de solution efficaces telles que le confinement de millions de personnes du jour au lendemain, le traçage, la surveillance, etc.

La Chine a accéléré la mise en place du système de crédit social dans tout le pays et a multiplié le nombre de caméras. S'ajoute au système de points un code QR associé à chaque personne donnant des informations relatives à leurs divers déplacements, n'autorisant que certaines personnes à aller dans des endroits publics (métro, etc.) [13].

Un dispositif de surveillance accru de la population a permis à d'autres pays comme Singapour de limiter la pandémie. Il est aujourd'hui l'un des seuls à avoir su la prévenir et agir rapidement.[14]

La crise sanitaire actuelle ébranle l'opinion très critique des occidentaux vis à vis de la surveillance extrême de la Chine sur sa population. En effet, les rôles se sont inversés : les européens se font reprocher leur manque de discipline et de surveillance tandis que les chinois semblent ouvrir la voie en matière de cybersurveillance.

Suite à la situation exceptionnelle à laquelle le monde fait face, le débat autour de la cybersurveillance est aussi d'actualité en Europe. Est-ce que la population occidentale serait en train d'accepter, à son insu, une cybersurveillance permanente ?

V. ANNEXES

RÉFÉRENCES

- L'ensemble des ressources internet ont été consultées entre le 24.02.2020 et le 30.03.2020.
- [1] Jonathan Tseng, "Chine: de la copie à la pointe de la technologie", All news, 13 novembre 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://www.allnews.ch/partenaires/content/chine-de-la-copie-%C3%A0-la-pointe-de-la-technologie>
 - [2] Amar Nathanel, "Violences de masse en république populaire de chine depuis 1949", 3.01.2013 <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949.html>
 - [3] Rogier Creemers, Planning Outline for the Construction of a Social Credit (2014-2020), 14.06.2014 <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2014/06/14/planning-outline-for-the-construction-of-a-social-credit-system-2014-2020/>
 - [4] Emmanuel Dubois de Prisque, "Comment Pékin évalue, récompense et punit sa population", Le système de crédit social chinois, Futuribles, 2020 <https://www.cairn.info/revue-futuribles-2020-1-page-27.htm>
 - [5] WANG, Xinyuan. "Hundreds of Chinese citizens told me what they thought about the controversial social credit system", The Conversation, 17.12.2019 <https://theconversation.com/hundreds-of-chinese-citizens-told-me-what-they-thought-about-the-controversial-social-credit-system-127467>
 - [6] STEINHARDT, H. Christoph, "Socio-Economic Modernization and the Crisis of Trust in China", 03.2019 Vienne: University of Vienna. https://www.researchgate.net/publication/331651443_Socio-Economic_Modernization_and_the_Crisis_of_Trust_in_China_A_Multi-Level_Analysis_of_General_and_Particular_Trust
 - [7] ENJALBERT, Cédric, "L'ordre technologique règne à Pékin", Philosophie Magazine, Philo Editions, 2019 <https://univ.scholarvox.com/catalog/book/docid/88869994>
 - [8] ROBILART, Olivier, "En Chine, votre score social calcule votre droit à voyager et à dépenser", L'ADN Innovation, 20.03.2018 <https://www.ladn.eu/tech-a-suivre/ia-machine-learning-iot/en-chine-votre-score-social-calcule-votre-droit-a-voyager-et-a-depenser/>
 - [9] LINDER, Alex, "Lazy passenger refuses to take her bare feet off tray table on China Southern Airlines flight", Shanghai ist, 01.11.2018 <https://shanghai.ist/2018/11/01/lazy-passenger-refuses-to-take-her-bare-feet-off-tray-table-on-china-southern-airlines-flight>
 - [10] GEBHART, Gennie, WILLIAMS, Jamie, "Facebook Doesn't Need To Listen Through Your Microphone To Serve You Creepy Ads", Electronic Frontier Foundation, 13.04.2018 <https://www.eff.org/deeplinks/2018/04/facebook-doesnt-need-listen-through-your-microphone-serve-you-creepy-ads>
 - [11] SCHWEITZER, Laeticia, « Le DMP ou comment constituer un gigantesque fichier des données de santé », Terminal, 2012 <http://journals.openedition.org/terminal/1023>
 - [12] ABSAL Leila, "Comment le coronavirus défie la censure chinoise", Le Monde, 18 février 2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=qGXfjNZug4>
 - [13] BRINER Caroline, "La Chine veut noter tous ses habitants et installe 600 millions de caméras", RTS, 14.03.2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rts.ch/info/monde/11137943-la-chine-veut-noter-tous-ses-habitants-et-installe-600-millions-de-cameras.html>
 - [14] HUBAUX Jean-Pierre, FLAHAULT Antoine, MARCOVITCH Aude, "Coronavirus et données: quelle surveillance?" In : Le débat [émission radio], 25.03.2020, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/le-debat-coronavirus-et-donnees-quelle-surveillance?id=11173485>

ILLUSTRATIONS



[Fig. 1] Une liste des personnes indignes de confiance publiée dans le comté de Xuyi, province de Jiangsu, Juillet 2016, *Chinafile.com*